

UMP-FN : « les liaisons dangereuses »

Par **Sophie Lemaire** & **Mehdi Thomas Allal**, co-responsables du pôle anti-discriminations de la fondation *Terra Nova* ;

et

Yann Galut, député PS du Cher ; **Alexis Bachelay**, député PS des Hauts-de-Seine ; et **Patricia Schillinger**, sénatrice du Haut-Rhin : fondateurs et porte-paroles de la Gauche forte

et

Colette Capdevielle, députée PS des Pyrénées-Atlantiques ; **Marie-Anne Chapdelaine**, députée PS d'Ille-et-Vilaine : membres de la Gauche forte

Le Front national feint de se « dédramatiser » sans rompre véritablement avec son passé ; la droite classique vient à bout de tabous essentiels au maintien du Pacte républicain, et la France semble engagée dans une libération de la parole raciste inédite. Ce climat dangereux, brouillant les repères rend nécessaire une mobilisation de la gauche et des forces progressistes pour empêcher une victoire culturelle de l'extrême droite.

Un an et demi après l'élection de François Hollande, le rapprochement entre le l'UMP et le Front national s'accélère, prenant des formes nouvelles, dans un contexte économique et social délétère. Le Front national poursuit sa stratégie d'apparente banalisation, tout en continuant à envoyer des signaux forts à la frange la plus extrême de son électorat. L'UMP accentue son processus de radicalisation, et développe une nouvelle stratégie de communication, assimilant son retour aux préceptes les plus conservateurs à une démarche progressiste, voire révolutionnaire, de refus de la pensée dominante...

François Fillon n'hésite plus à affirmer qu'un « *socialiste peut être plus sectaire qu'un Front national* », une élue UMP détourne la publicité *Banania* avec Christiane Taubira, Marion Maréchal-Le Pen, députée FN du Vaucluse, a annoncé sa candidature à Sorgues sur une liste Rassemblement bleu Marine conduite par un conseiller non encarté de l'actuelle majorité UMP, Gérard Gérent. Les digues s'effondrent, les derniers barrages cèdent, tout cela dans un contexte délétère, où l'ONU s'inquiète d'une montée en puissance du racisme en France.¹

La convergence se développe sous la forme d'un double repli : identitaire et conservateur. On assiste toujours à un prolongement de ce qui avait été amorcé de 2007 à 2012. Front national et UMP s'accordent sur ce qui est devenu depuis six ans leur terrain d'entente, rivalisant de violentes saillies sur les sujets de la place non pas de la religion, mais de l'islam dans l'espace public - détournant ainsi la laïcité -, de l'intégration ou encore de la sécurité. Emergent également des points d'accord nouveaux, comme une vision traditionnaliste de la famille, depuis les débats suscités par la loi sur le mariage pour tous.

Alors que certains élus socialistes n'hésitent pas à partager leur crainte d'un 21 avril *bis* en 2014, il y a urgence pour le Parti Socialiste à se réapproprier des sujets hautement caractéristiques d'une gauche forte. La lutte contre le racisme, l'immigration ou encore la place du religieux doivent être re-préemptés dans un contexte d'« extrême-droitisation », alors que des millions d'électeurs attendent des résultats concrets dans ces domaines essentiels au maintien d'un pacte républicain particulièrement endommagé.

¹il s'agit du Haut-Commissariat des droits de l'Homme, une agence de l'ONU, qui a condamné en novembre 2013 les attaques racistes dont était victime Christiane Taubira.

Le Front national, ou la recherche d'un équilibre entre stratégie de banalisation et fidélisation des plus extrêmes

Si la montée en puissance de l'extrême droite s'inscrit dans un contexte européen, où la crise et l'euroscpticisme qui en découle ont ranimé les extrémismes, l'ascension du Front national se doit à une stratégie politique spécifique, celle de la banalisation.

Le nouveau Front national « mariniste » se veut en effet l'instigateur d'une apparente rupture avec le passé. Il communique sur sa volonté d'abandonner la nostalgie de l'« Algérie française », condamne les propos négationnistes, rend hommage au Général De Gaulle, et va jusqu'à proférer la menace de procès à ceux qui le qualifieraient de « parti d'extrême droite » !

Marine Le Pen cherche à démontrer qu'elle investit de nouveaux champs et que l'immigration n'est plus le seul sujet de son parti. Elle développe une doctrine aux airs anti libéraux, cherche à entretenir une illusion selon laquelle le FN ne serait ni de gauche ni de droite et, avec son cheval de bataille qu'est le refus du mondialisme, cherche à dénoncer un « système » mêlant élites politiques, financières ou encore syndicales.

Elle tend aussi à conférer à son parti un visage humaniste et social, comme l'illustre sa stratégie dans le domaine du handicap. En plaçant ce sujet au cœur de sa campagne présidentielle, elle opère une rupture avec la stratégie de son père. Il déclarait notamment, en 1979, « *on aide trop les handicapés. En privilégiant, en favorisant par trop les faibles dans tous les domaines, on affaiblit le corps social en général. On fait exactement l'inverse de ce que font les éleveurs de chiens et de chevaux* »²...

Marine le Pen dote aussi le Front national d'un vernis progressiste, sa présidente refusant de mener une campagne virulente contre le mariage pour tous, ou s'appropriant un champ lexical de gauche, s'adressant aux « oubliés », aux « invisibles », ou encore appelant à la révolution... Le Front national s'emploie à changer de visage auprès de différentes catégories de la population : il affiche des représentants enseignants, des jeunes, ou encore, au lieu de créer son syndicat frontiste comme l'avait fait Bruno Mégret, fait de l'entrisme. Il joue sur les deux tableaux : la radicalité et la respectabilisation.

Néanmoins, des constantes demeurent, sur l'ensemble de sujets, ancrant bel et bien le Front national dans sa tradition de parti d'extrême droite. L'immigration est un thème omniprésent dans le programme de 2012 avec la suppression du droit du sol, de la double nationalité, la place prépondérante accordée à la « préférence nationale », ou encore la suppression de l'AME ...

Le rejet de l'« autre » demeure, avec un remplacement de l'antisémitisme apparent par l'islamophobie. Anti-contrepouvoirs, antiparlementarisme, antiélitisme constituent toujours un triptyque faisant l'objet d'une véritable continuité. Concernant le mariage pour tous, l'échec de la stratégie de Marine Le Pen face aux autres ténors du parti, source d'une cacophonie particulièrement violente, illustre bien que le FN est et restera un parti conservateur.

Quand le FN parle de laïcité ou de résistance, il se veut porteur de valeurs ou de combats dans un seul but : stigmatiser l'« autre », en l'occurrence le musulman. Sur la scolarisation, Marine Le Pen revient à un discours empreint de traditionalisme : restauration de l'autorité, des uniformes ...

²Jean-Pierre Apparou, *La Droite aujourd'hui*, Albin Michel, 1979.

Sur la question des mœurs, il existe un *hiatus* important entre le programme du FN et la stratégie médiatique de son leader comme l'illustrent des mesures parmi lesquelles figure le déremboursement de l'IVG, les attaques vis-à-vis du planning familial, ou les saillies de Florian Philippot sur les « avortements de confort ».

L'entourage du Front national parle de lui-même : en surface, il médiatise des personnalités au profil conforme à sa stratégie de dédramatisation. Dans l'ombre, il conserve des liens forts avec des personnages sulfureux, comme des anciens d'*Egalité et Réconciliation*, de *Forces Nouvelles*, ou encore d'*Ordre Nouveau* pour les plus extrêmes. Contrairement à ce qu'elle a affirmé suite à la mort de Clément Méric, Marine le Pen connaît personnellement Serge Ayoub. Enfin, à l'occasion des municipales, les sorties médiatiques de ralliés qui repartent, réalisant pleinement que la stratégie de dédramatisation n'est qu'écran de fumée, démontrent clairement que le parti de Marine le Pen n'a en rien abandonné ses premiers amours.

Une stratégie de dédramatisation avec précédent

La stratégie de Marine le Pen, tactique subversive, n'est pas son invention. L'extrême-droite a récupéré les thématiques culturelles de la gauche, comme la laïcité ou encore le respect de la différence, qui ont été intégrées dans un discours « identitariste ». C'était l'objectif de la *Nouvelle droite* depuis le départ, c'est à dire depuis octobre 1968 : dans un contexte de marxisme dominant, de fin de la décolonisation, le GRECE se crée et fait le constat suivant : il faut reformuler des arguments anti-égalitaristes. Ainsi, il s'inspire d'intellectuels de gauche et puise, par exemple, sur la thématique identitaire, dans l'anthropologie telle qu'elle a été développée par Claude Lévi-Strauss.

Le GRECE a donc dès la fin des années 60 érigé en principe le différentialisme culturel : on ne parle plus de « race », mais de culture ; on ne parle plus de hiérarchie, mais de la nécessité de préserver les différences... C'est toujours une logique essentialiste qui prévaut. Il faut s'opposer au métissage culturel, biologique, etc. Dans les années 80, plusieurs membres de la *Nouvelle droite* vont intégrer le Front national et insuffler cette thématique différentialiste : il faut sauver l'identité, puisque le parti est pris en tenailles entre le communisme et le capitalisme. On retrouve dans les années 90 à la fois le différentialisme culturel et le « ni droite ni gauche. Dès la chute du Mur de Berlin, avec l'invasion du Koweït, Jean-Marie Le Pen prend la défense de l'Irak ; s'inscrivant dans une logique anti-américaine, et rejoignant ainsi un combat de gauche.

Le Front national de la jeunesse (FNJ) se construit avec les idées du GRECE. Marine Le Pen, qui a fait ses armes auprès du FNJ des années 90, développe une idéologie dans la droite ligne de ce qu'elle a appris étant jeune.

L'UMP : à droite, toute !

Parallèlement à cette stratégie de dédramatisation du Front national, l'UMP, sous Nicolas Sarkozy, a opéré une rupture avec les traditions républicaines gaullistes. Le quinquennat de l'ancien président a développé une idéologie qui rompt avec les racines de la droite classique, prônant une radicalisation inédite, sous couvert de pragmatisme, de « bon sens », et de volonté de briser des tabous. Nicolas Sarkozy s'est, lui aussi, imposé en fin stratège, maniant d'un côté les références à Jaurès, et d'un autre, opposant les « bons français », qui travaillent et se lèvent tôt, aux mauvais », apostrophant les racailles qu'il faut passer au *karcher*, les « assistés », et autres paresseux en tous genres.

Au départ, Ministre de l'Intérieur, il s'était montré pro « discrimination positive », avait agi sur la question de la double peine, et manqué d'approuver le principe du mariage pour tous. Puis, dans une logique opportuniste et sous l'influence de Patrick Buisson, il a affirmé une ligne très à droite. Le discours de Grenoble, celui de Longjumeau posant la question de savoir si « *les vents de l'extrême droite sont plus mauvais qu'à l'extrême gauche ?* », la création d'un Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, le « candidat du peuple qui combat les élites », ou la naissance de la droite populaire, illustrent autant d'accointances avec le Front national, sur les thèmes de l'identité nationale, de l'islam et de l'immigration.

Sous l'ère Hollande, cette stratégie de droitisation s'est poursuivie avec une victoire dans les urnes, et idéologique, de la droite forte. Le mariage pour tous a permis à l'UMP de renouer avec ses racines chrétiennes et conservatrices. L'UMP a aussi vécu une crise sans précédent, se scindant en deux avec d'un côté, les héritiers de du précédent président et de l'autre, ceux que l'on présentait comme les défenseurs d'une droite modérée. Jean-François Copé, en campagne contre le racisme anti-blanc ou s'insurgeant devant le goût d'un écolier confisqué pendant le ramadan, a multiplié les appels du pied à un électorat particulièrement droitier.

La motion la droite forte, mobilisée sur la question identitaire en s'appuyant sur les racines chrétiennes de la France, est arrivé en tête dans 60 départements. La victoire culturelle de la droitisation au sein de l'UMP semble avoir opéré au vu de l'abdication de François Fillon, lors des dernières élections du parti. Accusé par son adversaire d'incarner une « droite molle », il a musclé son discours, le faisant converger avec celui de Jean-François Copé, au lieu de dénoncer le danger d'une telle stratégie. Les déclarations sur les *Roms* de Nathalie Kosciusko-Morizet semblent relever du même processus.

Des convergences déjà entamées de longue date, mais qui conservent une dimension inédite

Cette logique de rapprochement idéologique n'est pas pourtant pas nouvelle. En 1990, lors des Etats Généraux de la Droite, auxquels participaient Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Alain Madelin, ou encore Alain Juppé, RPR et UDF appelaient à l'arrêt de l'immigration. *Valeurs Actuelles*, dans un article de mars 2011, a retrouvé certaines des propositions contenues dans la préface du compte rendu de la convention : « *Affirmant que « la France ne doit pas être considérée comme un simple espace géographique sur lequel plusieurs civilisations pourraient coexister » et dénonçant le « faux antiracisme militant », ce qui est depuis devenu l'UMP en appelait alors clairement à « la fermeture des frontières » et à la « suspension de l'immigration ». Parmi les thématiques abordées figuraient ainsi le remplacement d'une politique de « régularisation au cas par cas » pour les « clandestins » par une politique massive d'expulsions, une chasse aux « faux réfugiés », des questions touchant au fait de savoir s'il « ne faut pas accorder certaines prestations sociales aux nationaux ». Il était également question de l'école, où « l'importance numérique des enfants d'immigrés est trop forte dans certains secteurs géographiques » : « L'école, avançait-elle, n'est pas un lieu d'expression multiculturelle. » Et bien sûr de religion : il était déclaré que « l'islam n'apparaît pas conforme à nos fondements sociaux et semble incompatible avec le droit français » : « Il y a bien incompatibilité entre l'islam et nos lois. »*

Un an plus tard, en 1991, Valéry Giscard d'Estaing avait livré une interview édifiante au *Figaro Magazine* : « *Bien que dans cette matière sensible il faille manipuler les mots avec précaution, en raison de la charge émotionnelle ou historique qu'ils portent, ce type de problème actuel auquel nous aurons à faire face se déplace de celui de l'immigration (« arrivée d'étrangers désireux de s'installer dans le pays ») vers celui de l'invasion (« action d'entrer, de se répandre soudainement », selon la définition donnée par Littré).* » Ces propositions, comme cette interview de Valéry Giscard d'Estaing, sont tombées dans l'oubli.

Là où Nicolas Sarkozy et aujourd'hui l'UMP sont parvenus à opérer à une véritable révolution, c'est qu'il a su imposer sa ligne « extrême droite » comme sa marque de fabrique, comme l'un des axes les plus visibles de sa politique. Loin de passer inaperçues en n'étant réservées qu'aux lecteurs du *Figaro Magazine* ou aux militants, ses sorties sont destinées au plus grand nombre, contribuant à lever les tabous républicains qui pesaient encore -quoique fébrilement- dans les esprits.

Une France qui souffre en perte de repères

Le double mouvement de dédramatisation du FN et de radicalisation de l'UMP est donc en marche, et s'accélère. Dans ce contexte auquel s'ajoutent la crise économique et un rejet de la mondialisation, la société française se trouve face à une question de valeurs.

Le Front national gagne en respectabilité. Les trente ans du baromètre d'image du FN 2013, réalisé par TNS Sofres du 24 au 28 janvier pour France Info, ont ainsi été marqués par deux résultats : un tiers des Français adhérerait aux idées du Front national, tandis que 47 % des sondés considéreraient qu'il "*ne représente pas un danger pour la démocratie*" (contre 55 % en 2012). Selon un sondage Europe 1 – Ifop – Fiducial réalisé en avril 2013, 53 % des sympathisants UMP se déclarent favorables au passage d'accords électoraux avec le parti d'extrême droite (soit une augmentation de 9 % par rapport à une même étude réalisée par l'Ifop en 2012).

On assiste également vraisemblablement à une victoire des idées, ainsi qu'à une surenchère. Tout le monde se souvient du sondage Ifop - le Monde et de ses résultats, selon lesquels les valeurs de l'islam ne sont pas compatibles avec celles de la République...

Selon l'étude annuelle de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), on assiste à une montée en puissance du racisme. Si l'on cumule les Français se disant « *plutôt racistes* », « *un peu racistes* », « *pas très racistes* », on arrive à 54 %, alors que ceux ne se déclarant « *pas racistes du tout* » ne sont qu'à 44 %. D'autres faisceaux d'indices se multiplient, comme les couvertures des hebdomadaires. Il y a quelques semaines, l'Express titrait « *Insécurité, les vrais chiffres*, le Point : « *Immigration, l'enquête qui dérange* », tandis que Valeurs Actuelles concurrençait directement Minutes avec « *les nouveaux barbares : ces étrangers qui pillent la France* ». Le succès d'*Orange Mécanique*, du journaliste Laurent Obertone, qui assimile immigration et délinquance, et est longtemps resté premier au classement *Amazon* des essais d'actualité, illustre aussi ce climat délétère.

Une gauche dans l'obligation absolue de se réapproprier sans tabou des thématiques littéralement abandonnées à la droite

Le parti d'extrême droite semble remporter une bataille des idées, se présentant aujourd'hui comme un parti de gouvernement, dans un contexte où son discours est de plus en plus accepté, légitimé, colporté... La gauche doit prendre en compte avant tout ce besoin de reconnaissance très fort, et de considération, ressenti par les électeurs frontistes. Cela ressort notamment du champ sémantique des entretiens sur le terrain, avec le sentiment de « *ne pas compter* », de ne pas être pris en compte... Il existe un ressenti récurrent : celui d'être anonyme, d'être relégué, d'être déclassé – sans pour autant que cela corresponde forcément à une réalité économique et sociale... Il ne resterait plus que « *la maîtrise du langage et le niveau de diplôme* » (Sylvain Crépon) pour gravir les échelons du Parti socialiste. Les ouvriers et les employés du secteur privé ne seraient plus représentés. Le PS se priverait ainsi de relais parmi les catégories populaires. Beaucoup de mouvements sociaux lui échappent de fait.

Il y a donc urgence pour la gauche à se réappropriier certains thèmes constitutifs de son identité, sous peine de perdre définitivement la « bataille » culturelle ; la reconquête des catégories populaires passe par cet *aggiornamento*. Si l'on voulait donner un seul exemple, il suffirait de citer le concept de laïcité : transformée en arme de combat et d'exclusion par l'extrême droite et une partie de la droite, la gauche se trouve pris en étau avec de l'autre côté la poussée des revendications catégorielles...

Il est donc nécessaire de se montrer ferme avec ces dernières, tout en combattant certaines dérives « islamophobes » qui se répandent précisément au nom de la laïcité ; il faut réaffirmer haut et fort que la libre expression des opinions religieuses est l'un des principes garantis par notre Constitution, sans pour autant céder sur les principes de neutralité et d'indifférence aux différences des services publics. En d'autres termes, cela signifie que les services publics, s'ils peuvent être utilisés librement par tous les usagers, ne sauraient s'adapter et fonctionner selon les exigences de chacun, visant par exemple à dicter le menu des cantines dans les écoles, à prévoir des lieux de culte en dehors des édifices religieux ou à imposer des horaires non mixtes dans les piscines.

Par ailleurs, et les deux questions sont liées, la gauche de gouvernement pêche encore dans le domaine de la lutte contre les discriminations. Il existe un *hiatus* entre la réalité du problème des inégalités en France et leur prise en charge par les institutions. Il est possible de constater par exemple que les missions de la HALDE ont été transférées difficilement au Défenseur des Droits (DDD). Par ailleurs, différents ministères se sont positionnés sur le sujet, ainsi que plusieurs groupes de travail, ce qui ne simplifie pas les choses : s'il est positif que ce sujet soit analysé au niveau interministériel, il existe un problème manifeste de périmètre... Enfin, dans le discours des politiques, ce sujet n'apparaît pas comme une priorité.

Il existe pourtant un modèle français de la « discrimination positive » fondé sur des critères territoriaux et sociaux, à la différence d'autres pays, dans le monde anglophone notamment. De fait, sur le terrain, les critères sociaux et territoriaux permettent de recouper en partie le critère « ethnique ». Face à la montée de la xénophobie et de l'intolérance, une politique de reconnaissance, qui dépasse les communautarismes et promeut l'histoire de l'immigration, est nécessaire. En revanche, il faut être prudent en ce qui concerne la politique de redistribution, étant confrontés à une montée des populismes dans toute l'Europe et à un contexte politique national très délicat. Inclure des critères « ethniques » dans les politiques publiques risque de générer plus de problèmes que cela n'en résout.

Il s'agit d'éviter à tous prix de catégoriser les politiques publiques : la politique de reconnaissance n'est pas forcément liée à une politique de redistribution, bien que leurs relations soient complexes... comme l'ont démontré les travaux de la philosophe américaine *Nancy Fraser*. Si la gauche peut se prononcer en faveur d'une politique de reconnaissance, du fait que par le passé nous avons minoré la participation des minorités à l'histoire nationale et à la production des richesses, il est préférable de s'en tenir à l'égalité des droits dans le domaine de l'emploi, de l'accès aux services ou dans celui des services.

Aujourd'hui, la gauche ne doit plus avoir peur d'aborder ces sujets qui sont longtemps demeurés tabous, sous prétexte de préserver l'efficacité de notre modèle d'intégration. Pour satisfaire aux objectifs de cohésion nationale et de respect du vivre-ensemble, la gauche peut et doit combattre les replis identitaires autrement que par la seule incantation. Il est nécessaire de repenser un certain nombre de politiques publiques, sous le prisme de la lutte contre le racisme et la xénophobie. Le meilleur exemple demeure peut-être celui de la lutte contre le délit de faciès, qui doit amener à repenser l'action des forces de l'ordre dans les quartiers défavorisés pour préserver la sécurité. Le chemin est encore long, tant les mentalités sont encore arc-boutées sur certains acquis républicains. Il faudra démontrer aux futures générations que ces acquis ne sont pas incompatibles avec une vision clarifiée et assumée du principe d'égalité.